

N°395
AVRIL
2023

BULLETIN MENSUEL

L'AGENCE FRANCE TRÉSOR A POUR MISSION DE GÉRER LA DETTE ET LA TRÉSORERIE DE L'ÉTAT AU MIEUX DES INTÉRÊTS DU CONTRIBUABLE ET DANS LES MEILLEURES CONDITIONS DE SÉCURITÉ

Actualité de l'Agence
France Trésor

page 1

Actualité
économique

page 2

Données générales
sur la dette

page 3

Marché
secondaire

page 5

Dettes négociables
de l'État

page 6

Économie française et
comparaisons internationales

page 8

Actualité de l'Agence
France Trésor

LE PROGRAMME DE STABILITÉ PRÉSENTE LES PRÉVISIONS DE CROISSANCE ET LA TRAJECTOIRE DE FINANCES PUBLIQUES FRANÇAISES À L'HORIZON 2027

Le Programme de Stabilité (PSTAB) 2023-2027 a été présenté en Conseil des ministres mercredi 26 avril. Il est transmis chaque année au printemps par les membres de l'Union européenne à la Commission européenne et donne lieu à une recommandation du Conseil au mois de juin ou juillet (suite à une proposition de la Commission), qui doit être prise en compte par les autorités nationales dans la construction du projet de loi de finances pour 2024.

Le PSTAB présente la stratégie et la trajectoire à moyen terme des finances publiques. Il s'appuie sur des prévisions macroéconomiques et de finances publiques mises à jour.

Cette trajectoire traduit l'objectif de retour à des comptes publics normalisés une fois les crises sanitaires et énergétiques passées. Le ratio de dette publique s'inscrirait en baisse à l'horizon 2027, avec une stricte décroissance année après année sur l'ensemble de la trajectoire et à un rythme marqué à compter de 2026.

Résiliente face aux chocs fin 2022, l'économie française continuerait de progresser en 2023 et accélérerait en 2024

L'année 2021 a été marquée par une forte reprise économique malgré la poursuite de la crise sanitaire et l'apparition de tensions inflationnistes. L'année 2022 a, quant à elle, été marquée par un environnement économique international dégradé dès la fin du mois de février en raison de l'invasion russe en Ukraine, qui a entraîné une forte hausse des prix des matières premières. Malgré tout, le déficit public a continué de poursuivre son amélioration en s'établissant à -4,7 % en 2022, après -6,5 % en 2021. Cette amélioration s'explique principalement par la poursuite du rebond de l'activité, ainsi que par le fort dynamisme des prélèvements obligatoires. En outre, l'année 2022 est marquée par la quasi-extinction des mesures de soutien d'urgence.

La croissance de l'activité s'établirait à +1,0 % en 2023 et puis rebondirait à +1,6 % en 2024. Les mesures de soutien au pouvoir d'achat et le reflux des tensions inflationnistes permettraient à l'économie d'accélérer progressivement à partir du deuxième semestre 2023 et au cours de 2024. Dans ce contexte, le Gouvernement transformera progressivement les dispositifs de soutien en aides plus ciblées tout en préparant l'avenir par des réformes structurelles permettant de soutenir l'activité à long terme et d'atteindre le plein emploi.

Le PSTAB 2023-2027 prévoit une accélération du désendettement. Cette trajectoire est possible grâce au dynamisme de la croissance, à la sortie du dispositif des différents boucliers énergétiques et à l'effort de maîtrise des dépenses pour l'État et les collectivités territoriales. Le déficit public reviendrait ainsi à 2,7 % en 2027 et la dette publique à 108,3 %.

La réduction du déficit sera permise par la maîtrise de l'augmentation de la dépense publique dans tous les secteurs des administrations publiques

A partir de 2023, cette maîtrise repose d'une part sur des réformes structurelles, comme la réforme des retraites promulguée le 15 avril et la réforme de l'assurance chômage. Elle repose sur un dispositif annuel de revue de dépenses prévue dans la loi de finances initiale pour 2023 : ce dispositif, engagé dès 2023 et placé sous l'autorité de la Première ministre, porte sur l'ensemble des secteurs des administrations publiques (administrations publiques centrales, collectivités territoriales et sécurité sociale).

	2022	2023	2024	2025	2026	2027
Croissance (en % en volume)	2,6	1,0	1,6	1,7	1,7	1,8
Inflation (en %)	5,2	4,9	2,6	2,0	1,75	1,75
Dettes (% du PIB)	111,6	109,6	109,5	109,4	109,2	108,3
Solde public (% du PIB)	- 4,7	- 4,9	- 4,4	- 3,7	- 3,2	- 2,7
Prélèvement obligatoires (% du PIB)	45,3	44,3	44,1	44,4	44,4	44,4
Dépense publique (% du PIB)	57,5	56,0	55,1	54,6	54,0	53,3

Le cycle actuel de resserrement monétaire a été, à plusieurs égards, atypique. Les taux ont été relevés à un rythme inédit. À la réaction, initialement négative, des actifs risqués, comme les actions et les obligations d'entreprises (baisse des marchés boursiers et élargissement des spreads des obligations d'entreprises l'année dernière), a succédé un mode « risk-on » (appétit pour le risque), les marchés se basant sur l'hypothèse que le pic des taux, et en particulier des Fed Funds, n'était plus si éloigné. Le cycle de hausse des taux se terminera-t-il aussi de manière atypique ? Les événements récents, qui ont affecté dans le courant du mois de mars quelques banques régionales américaines, ont soulevé la question de savoir si la Fed allait être contrainte, au nom de la stabilité financière, de mettre un terme à sa politique de resserrement monétaire, voire de l'inverser et d'abaisser ses taux, malgré la persistance d'une inflation élevée.

La dépendance de la sphère financière à la politique monétaire

Cette question d'un éventuel conflit entre la poursuite de la stabilité des prix — ramener, dans les meilleurs délais, l'inflation vers la cible de 2% — et le maintien de la stabilité financière fait débat depuis de nombreuses années. L'argument en faveur d'un arbitrage repose sur le raisonnement suivant : une politique monétaire très accommodante — plusieurs années de taux à la borne zéro et d'assouplissement quantitatif — finit par créer des déséquilibres financiers, rendant la sphère financière vulnérable à un changement de cap et à un durcissement de la politique monétaire.

Lorsque celle-ci (re)devient restrictive, certains projets deviennent non rentables, les primes de risque augmentent, les valorisations boursières se dégonflent et les écarts de taux des obligations d'entreprises s'élargissent. Cela ne conduit pas forcément à une crise financière — définie par une instabilité forte et une correction désordonnée des cours des actifs et des flux de crédit — d'autant que, dans une certaine mesure, le durcissement des conditions financières fait partie intégrante de la transmission monétaire. D'ailleurs, ce qui surprenait jusqu'à peu était, au contraire, la résilience des marchés financiers à la remontée « expéditive » des taux des Fed funds, source même d'un débat, début février, sur la perte d'efficacité de la politique monétaire du fait de l'assouplissement des conditions monétaires et financières. Le contre-argument, qui défend l'idée qu'il n'y a pas de conflit, insiste sur le fait qu'un tel arbitrage soulèverait le risque pour une banque centrale de perdre en crédibilité dans sa lutte contre l'inflation, alors même que le niveau de cette dernière reste très élevé et que la désinflation est lente. Sachant aussi qu'une telle perte de crédibilité est de nature, d'ailleurs, à faire remonter les taux, exacerbant, au lieu de les apaiser, les fragilités de certains établissements bancaires.

Un outil pour chaque objectif

Le 22 mars à l'issue de sa réunion, la Fed a tranché le débat en faveur de la stabilité des prix : elle n'a pas dévié de sa route, mettant en avant la solidité globale du système bancaire, le niveau beaucoup trop élevé de l'inflation et le manque de visibilité sur les conséquences possibles des récentes turbulences. La semaine précédente, la BCE avait déjà remonté une nouvelle fois ses taux, insistant sur le fait que l'inflation dépassait largement la cible de la banque centrale et que, pour chaque objectif, il existe un outil spécifique pour l'atteindre (principe de séparation) : les hausses de taux pour la stabilité des prix, les dispositifs divers de liquidité et le TPI (Transmission Protection Instrument) pour la stabilité financière et la bonne transmission de la politique monétaire. Enfin, dans leur communication récente, les deux banques centrales ont intégré explicitement dans leur fonction de réaction et dans leur évaluation de la trajectoire de l'inflation les conditions macroéconomiques et financières.

La stabilité des prix et la stabilité financière peuvent donc être préservées en même temps. On peut toutefois s'attendre à ce que les développements récents accélèrent la transmission de la politique monétaire. Les répercussions négatives sur les conditions de financement et d'accès au crédit, dont le durcissement est déjà engagé, devraient s'accroître, ce qui pèserait en retour sur la croissance et l'inflation. L'incertitude porte sur l'ampleur de ces effets négatifs.

En considérant que ce durcissement supplémentaire fera une partie du travail des banques centrales, et qu'une certaine prudence s'impose dans un contexte plus instable et incertain, la Fed comme la BCE pourraient moins remonter leurs taux directeurs au cours de ce cycle. Mais, compte tenu de l'inflation encore très élevée et de la lenteur de la désinflation sous-jacente, sauf ralentissement brutal de l'économie, les banques centrales n'en ont probablement pas encore terminé avec les hausses de taux. La fin du cycle de resserrement s'est néanmoins soudainement rapprochée. Nos nouvelles prévisions en date de la fin mars en prennent acte et situent désormais le point d'arrivée des taux directeurs plus tôt et 50 points de base (pb) plus bas qu'anticipé début mars : côté BCE, le taux de dépôt atteindrait 3,50% en juin après deux hausses supplémentaires attendues de 25 pb en mai et juin ; côté Fed, la fourchette du taux des Fed funds serait de 5,00-5,25% en juin après une ultime hausse de 25 pb en mai.

CALENDRIER INDICATIF D'ADJUDICATION

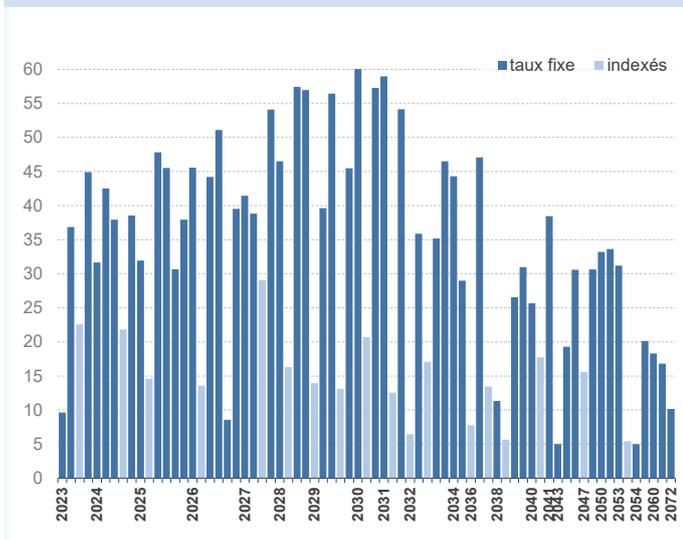
		Court terme					Moyen terme	Long terme	Indexés
		2	9	15	22	30	17	4	17
Mai 2023	date d'adjudication	2	9	15	22	30	17	4	17
	date de règlement	4	11	17	24	01/06	22	8	22
Juin 2023	date d'adjudication	5	12	19	26	/	15	1	15
	date de règlement	7	14	21	28	/	19	5	19

décalage (jours fériés, etc.)

Source : Agence France Trésor

DETTE NÉGOCIABLE À MOYEN ET LONG TERME DE L'ÉTAT AU 31 MARS 2023

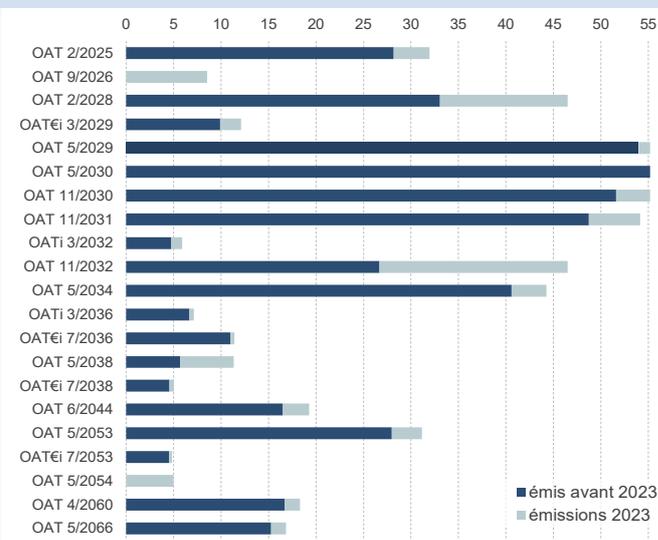
ENCOURS ACTUALISÉ PAR LIGNE, EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Agence France Trésor

MOYEN ET LONG TERME : ÉMISSIONS DE L'ANNÉE ET CUMUL AU 31 MARS 2023

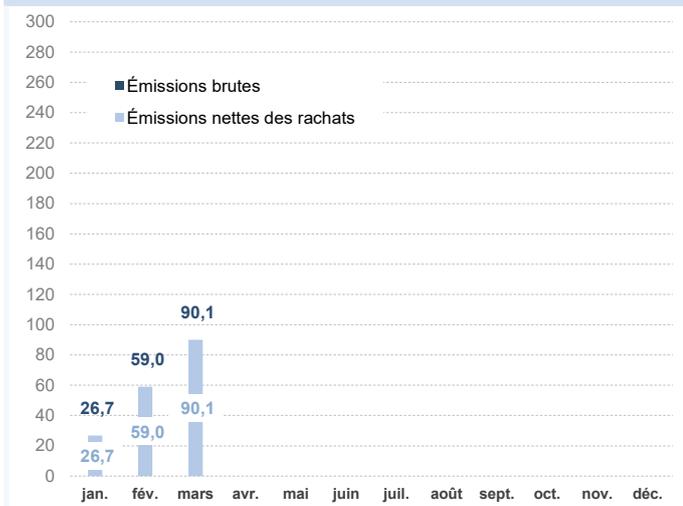
EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Agence France Trésor

ÉMISSIONS AU 31 MARS 2023

EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Agence France Trésor

MOYEN ET LONG TERME : ÉCHÉANCIER PRÉVISIONNEL AU 31 MARS 2023

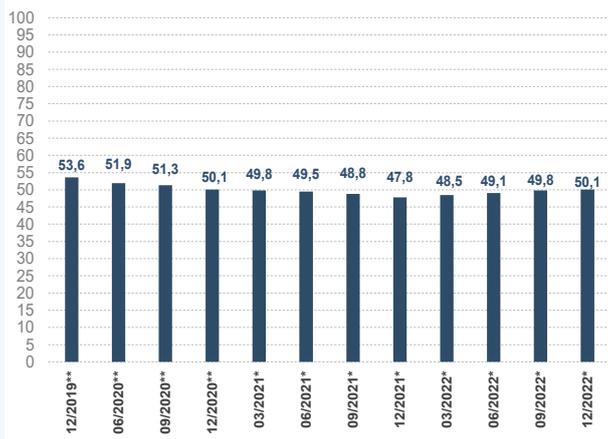
EN MILLIARDS D'EUROS

Mois	Intérêts	Amortissements
avr-23	9,2	9,6
mai-23	10,1	36,8
juin-23	0,6	
juil-23	2,6	23,2
août-23		
sept-23	0,2	
oct-23	8,3	44,9
nov-23	2,5	
déc-23		
janv-24		
févr-24	0,3	31,7
mars-24	0,1	42,5

Source : Agence France Trésor

DÉTENTION PAR LES NON-RÉSIDENTS DES TITRES DE LA DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT : 4^{ÈME} TRIMESTRE 2022

EN % DE LA DETTE NÉGOCIABLE EXPRIMÉE EN VALEUR DE MARCHÉ



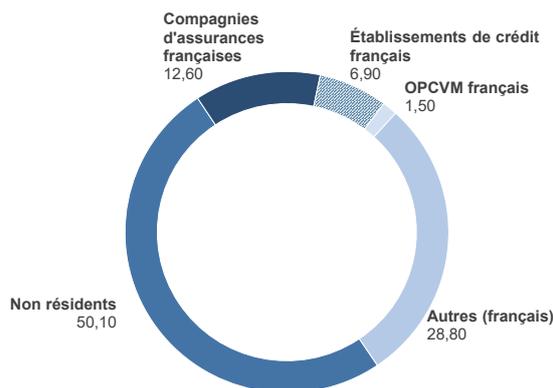
* Chiffres établis avec les positions titres trimestrielles

** Chiffres révisés avec la position titres du dernier rapport annuel

Source : Banque de France

DÉTENTION DES TITRES DE LA DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT PAR GROUPE DE PORTEURS : 4^{ÈME} TRIMESTRE 2022

STRUCTURE EN % EXPRIMÉE EN VALEUR DE MARCHÉ



Source : Banque de France

DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT AU 31 MARS 2023

EN EUROS

Total dette à moyen terme et long terme	2 184 351 123 343
Encours démembré	54 591 540 700
Durée de vie moyenne	9 ans et 29 jours
Total dette à court terme	144 605 000 000
Durée de vie moyenne	126 jours
Encours total	2 328 956 123 343
Durée de vie moyenne	8 ans et 196 jours

Source : Agence France Trésor

DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT DEPUIS FIN 2019 AU 31 MARS 2023

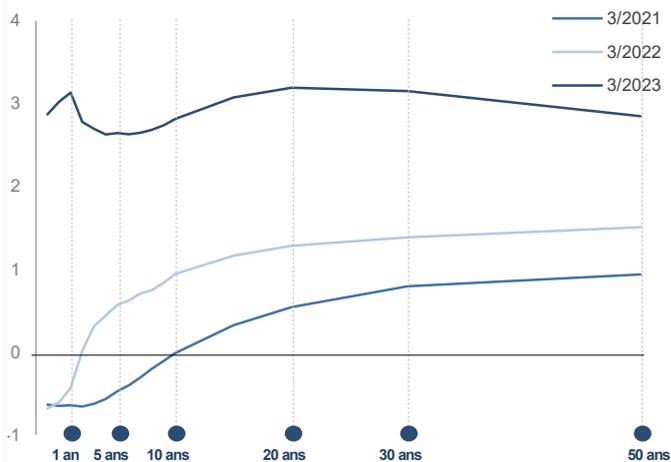
EN MILLIARDS D'EUROS

	Fin 2020	Fin 2021	Fin 2022	Fin fév 2023	Fin mars 2023
Encours de la dette négociable	2 001	2 145	2 278	2 319	2 329
<i>dont titres indexés</i>	220	236	262	266	267
Moyen et Long Terme	1 839	1 990	2 129	2 178	2 184
Court Terme	162	155	148	141	145
Durée de vie moyenne de la dette négociable					
	8 ans				
	73 jours	153 jours	184 jours	189 jours	196 jours

Source : Agence France Trésor

COURBE DES TAUX SUR TITRES D'ÉTAT FRANÇAIS

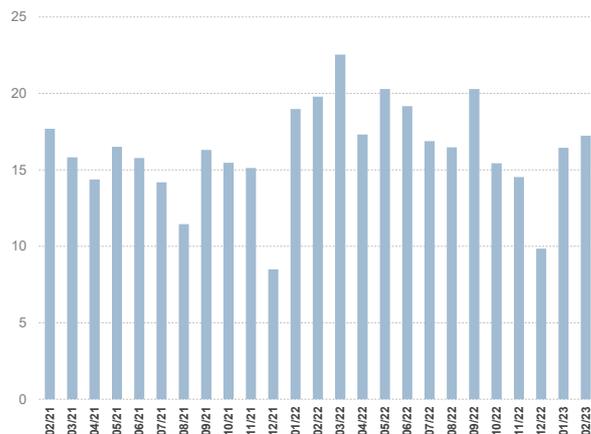
VALEUR EN FIN DE MOIS, EN %



Source : Bloomberg

VOLUME MOYEN DES TRANSACTIONS QUOTIDIENNES SUR LES TITRES À MOYEN ET LONG TERME

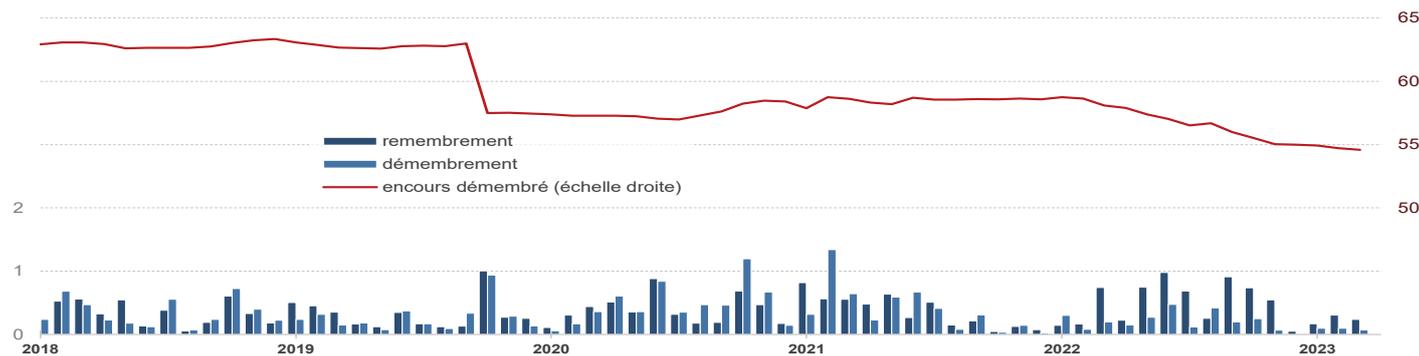
EN MILLIARDS D'EUROS



Source : déclarations des SVT, hors flux réalisés dans le cadre du programme d'achats de titres du secteur public du système européen de l'Eurosystème

MONTANT DES OPÉRATIONS DE DÉMEMBREMENT ET DE REMEMBREMENT

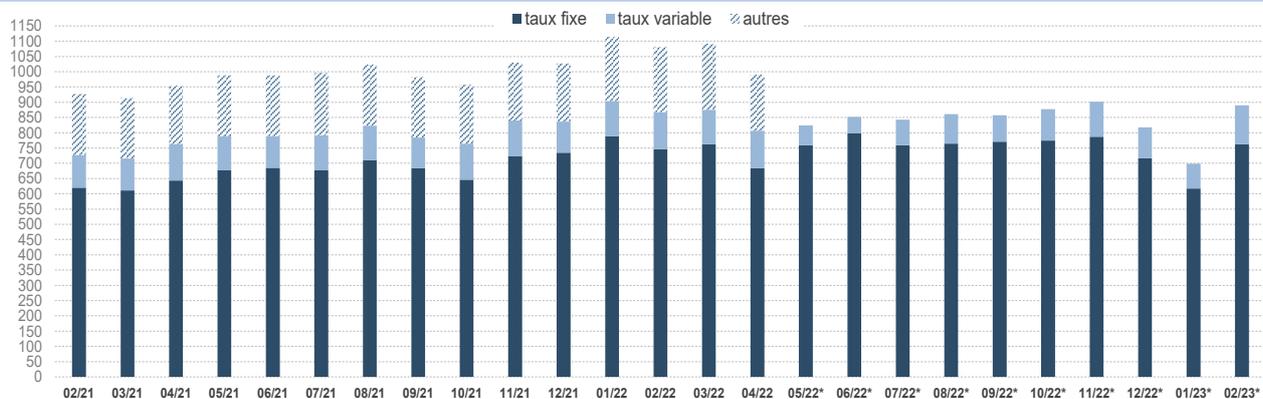
EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Euroclear

ENCOURS CUMULÉS DES PENSIONS DES SVT EN FIN DE MOIS

EN MILLIARDS D'EUROS



*Nouveau format de collecte de données reposant notamment sur des encours en valeur faciale

Source : déclarations des SVT

DETTE À COURT TERME AU 31 MARS 2023

Code ISIN	Échéance	Encours (€)
FR0127462861	BTF 5 avril 2023	5 653 000 000
FR0127613406	BTF 13 avril 2023	5 705 000 000
FR0127176370	BTF 19 avril 2023	5 589 000 000
FR0127613414	BTF 26 avril 2023	5 939 000 000
FR0127462879	BTF 4 mai 2023	5 546 000 000
FR0127613422	BTF 11 mai 2023	5 280 000 000
FR0127176388	BTF 17 mai 2023	4 721 000 000
FR0127613430	BTF 24 mai 2023	5 705 000 000
FR0127462887	BTF 1 juin 2023	3 374 000 000
FR0127613448	BTF 7 juin 2023	5 293 000 000
FR0127176396	BTF 14 juin 2023	7 311 000 000
FR0127613455	BTF 21 juin 2023	5 660 000 000
FR0127613463	BTF 28 juin 2023	6 601 000 000
FR0127317016	BTF 12 juillet 2023	6 536 000 000
FR0127613471	BTF 26 juillet 2023	5 992 000 000
FR0127317024	BTF 9 août 2023	7 425 000 000
FR0127613489	BTF 23 août 2023	4 939 000 000
FR0127317032	BTF 6 septembre 2023	5 798 000 000
FR0127462895	BTF 4 octobre 2023	6 936 000 000
FR0127462903	BTF 1 novembre 2023	6 485 000 000
FR0127462911	BTF 29 novembre 2023	12 026 000 000
FR0127613497	BTF 24 janvier 2024	7 455 000 000
FR0127613505	BTF 21 février 2024	6 668 000 000
FR0127613513	BTF 20 mars 2024	1 968 000 000

DETTE À MOYEN ET LONG TERME (ÉCHÉANCES 2023 - 2026) AU 31 MARS 2023

Code ISIN	Libellé	Encours (€)	Coeff. ind.	Encours nomi. (€)	Démembrés (€)	CAC*
Échéance 2023		113 974 163 743				
FR0000571085	OAT 8,50% 25 avril 2023	9 641 695 903			4 965 888 300	
FR0011486067	OAT 1,75% 25 mai 2023	36 844 000 000			0	x
FR0010585901	OATi 2,10% 25 juillet 2023	22 570 467 840 (1)	1,25058	18 048 000 000	0	
FR0010466938	OAT 4,25% 25 octobre 2023	44 918 000 000			473 575 000	
Échéance 2024		172 488 596 460				
FR0014001N46	OAT 0,00% 25 février 2024	31 676 000 000			0	x
FR0013344751	OAT 0,00% 25 mars 2024	42 533 000 000			0	x
FR0011619436	OAT 2,25% 25 mai 2024	37 948 000 000			0	x
FR0011427848	OAT€i 0,25% 25 juillet 2024	21 795 596 460 (1)	1,21634	17 919 000 000	0	x
FR0011962398	OAT 1,75% 25 novembre 2024	38 536 000 000			42 000 000	x
Échéance 2025		208 462 668 818				
FR0014007TY9	OAT 0,00% 25 février 2025	31 960 000 000			0	x
FR0012558310	OATi 0,10% 1 mars 2025	14 582 740 700 (1)	1,13990	12 793 000 000	0	x
FR0013415627	OAT 0,00% 25 mars 2025	47 814 000 000			0	x
FR0012517027	OAT 0,50% 25 mai 2025	45 530 000 000			0	x
FR0000571150	OAT 6,00% 25 octobre 2025	30 653 928 118			2 737 264 400	
FR0012938116	OAT 1,00% 25 novembre 2025	37 922 000 000			0	x
Échéance 2026		202 553 685 000				
FR0013508470	OAT 0,00% 25 février 2026	45 590 000 000			0	x
FR0013519253	OAT€i 0,10% 1 mars 2026	13 579 685 000 (1)	1,14115	11 900 000 000	0	x
FR0010916924	OAT 3,50% 25 avril 2026	44 202 000 000			0	
FR0013131877	OAT 0,50% 25 mai 2026	51 113 000 000			0	x
FR001400FYQ4	OAT 2,50% 24 septembre 2026	8 542 000 000			0	x
FR0013200813	OAT 0,25% 25 novembre 2026	39 527 000 000			0	x

(1) valeur nominale x coefficient d'indexation (valeur nominale si le coefficient est inférieur à 1)

* Les certificats des titres créés après le 1er mars 2013 sont assortis de clauses d'action collectives (CAC) comme tous les titres obligataires de la zone euro, par conséquent non assimilables aux souches émises avant cette date.

DETTE À MOYEN ET LONG TERME (ÉCHÉANCES 2027 ET PLUS) AU 31 MARS 2023

Code ISIN	Libellé	Encours (€)	Coeff. ind.	Encours nomi. (€)	Démembrés (€)	CAC*
Échéance 2027		163 377 880 000				
FR0014003513	OAT 0,00% 25 février 2027	41 446 000 000			0	x
FR0013250560	OAT 1,00% 25 mai 2027	38 814 000 000			0	x
FR0011008705	OAT€i 1,85% 25 juillet 2027	29 018 880 000 (1)	1,28000	22 671 000 000	0	
FR0011317783	OAT 2,75% 25 octobre 2027	54 099 000 000			0	
Échéance 2028		177 189 572 068				
FR001400AIN5	OAT 0,75% 25 février 2028	46 492 000 000			0	x
FR0013238268	OATi 0,10% 1 mars 2028	16 282 504 000 (1)	1,13800	14 308 000 000	0	x
FR0000571226	OAT zéro coupon 28 mars 2028	35 068 068 (2)		46 232 603	-	
FR0013286192	OAT 0,75% 25 mai 2028	57 437 000 000			0	x
FR0013341682	OAT 0,75% 25 novembre 2028	56 943 000 000			0	x
Échéance 2029		168 598 065 544				
FR0013410552	OAT€i 0,10% 1 mars 2029	13 957 200 840 (1)	1,15244	12 111 000 000	0	x
FR0000571218	OAT 5,50% 25 avril 2029	39 618 880 458			1 784 346 100	
FR0013407236	OAT 0,50% 25 mai 2029	56 452 000 000			0	x
FR0000186413	OATi 3,40% 25 juillet 2029	13 094 984 246 (1)	1,42567	9 185 144 000	0	
FR0013451507	OAT 0,00% 25 novembre 2029	45 475 000 000			0	x
Échéance 2030		138 263 634 720				
FR0011883966	OAT 2,50% 25 mai 2030	60 294 000 000			0	x
FR0011982776	OAT€i 0,70% 25 juillet 2030	20 690 634 720 (1)	1,20071	17 232 000 000	0	x
FR0013516549	OAT 0,00% 25 novembre 2030	57 279 000 000			0	x
Échéance 2031		125 677 119 120				
FR0012993103	OAT 1,50% 25 mai 2031	58 987 000 000			52 900 000	x
FR0014001N38	OAT€i 0,10% 25 juillet 2031	12 556 119 120 (1)	1,14292	10 986 000 000	0	x
FR0014002WK3	OAT 0,00% 25 novembre 2031	54 134 000 000			0	x
Échéance 2032		141 070 997 920				
FR0014003N51	OATi 0,10% 1 mars 2032	6 443 104 520 (1)	1,09372	5 891 000 000	0	x
FR0014007L00	OAT 0,00% 25 mai 2032	35 865 000 000			0	x
FR0000188799	OAT€i 3,15% 25 juillet 2032	17 064 570 800 (1)	1,48040	11 527 000 000	0	
FR0000187635	OAT 5,75% 25 octobre 2032	35 192 322 600			10 081 857 400	
FR001400BKZ3	OAT 2,00% 25 novembre 2032	46 506 000 000			0	x
Échéances 2034 et plus		572 694 739 950				
FR0013313582	OAT 1,25% 25 mai 2034	44 284 000 000			0	x
FR0010070060	OAT 4,75% 25 avril 2035	29 004 000 000			1 949 837 000	
FR0013524014	OATi 0,10% 1 mars 2036	7 772 563 660 (1)	1,09058	7 127 000 000	0	x
FR0013154044	OAT 1,25% 25 mai 2036	47 051 000 000			0	x
FR0013327491	OAT€i 0,10% 25 juillet 2036	13 428 135 400 (1)	1,17770	11 402 000 000	0	x
FR0014009O62	OAT 1,25% 25 mai 2038	11 345 000 000			0	x
FR001400AQH0	OAT€i 0,10% 25 juillet 2038	5 656 909 380 (1)	1,12218	5 041 000 000	0	x
FR0010371401	OAT 4,00% 25 octobre 2038	26 534 000 000			4 542 941 400	
FR0013234333	OAT 1,75% 25 juin 2039	30 941 000 000			0	x
FR0013515806	OAT 0,50% 25 mai 2040	25 660 000 000			0	x
FR0010447367	OAT€i 1,80% 25 juillet 2040	17 729 796 280 (1)	1,37132	12 929 000 000	0	
FR0010773192	OAT 4,50% 25 avril 2041	38 446 000 000			4 072 399 000	
FR001400CMX2	OAT 2,50% 25 mai 2043	5 000 000 000			0	x
FR0014002JM6	OAT 0,50% 25 juin 2044	19 273 000 000			0	x
FR0011461037	OAT 3,25% 25 mai 2045	30 557 000 000			834 110 000	x
FR0013209871	OAT€i 0,10% 25 juillet 2047	15 567 916 350 (1)	1,19505	13 027 000 000	0	x
FR0013257524	OAT 2,00% 25 mai 2048	30 644 000 000			640 300 000	x
FR0013404969	OAT 1,50% 25 mai 2050	33 195 000 000			227 900 000	x
FR0013480613	OAT 0,75% 25 mai 2052	33 622 000 000			692 100 000	x
FR0014004J31	OAT 0,75% 25 mai 2053	31 169 000 000			183 000 000	x
FR0014008181	OAT€i 0,10% 25 juillet 2053	5 404 418 880 (1)	1,12218	4 816 000 000	0	x
FR001400FTH3	OAT 3,00% 25 mai 2054	5 000 000 000			8 000 000	x
FR0010171975	OAT 4,00% 25 avril 2055	20 118 000 000			11 128 318 000	
FR0010870956	OAT 4,00% 25 avril 2060	18 312 000 000			8 905 904 100	
FR0013154028	OAT 1,75% 25 mai 2066	16 828 000 000			1 176 700 000	x
FR0014001NN8	OAT 0,50% 25 mai 2072	10 152 000 000			92 200 000	x

(1) valeur nominale x coefficient d'indexation (valeur nominale si le coefficient est inférieur à 1)

(2) valeur actualisée au 28 mars 2021; non offerte à la souscription

* Les certificats des titres créés après le 1er mars 2013 sont assortis de clauses d'action collectives (CAC) comme tous les titres obligataires de la zone euro, par conséquent non assimilables aux souches émises avant cette date.

DERNIERS INDICATEURS CONJONCTURELS

Production industrielle, glissement annuel	0,5 %	02/2023
Consommation des ménages*, glissement annuel	-3,9 %	03/2023
Taux de chômage (BIT)	7,2 %	T4-2022
Prix à la consommation, glissement annuel		
• ensemble	5,7 %	03/2023
• ensemble hors tabac	5,7 %	03/2023
Solde commercial, fab-fab, cvs	-9,9 Md€	02/2023
" "	-12,5 Md€	01/2023
Solde des transactions courantes, cvs	-3,0 Md€	02/2023
" "	-3,3 Md€	01/2023
Taux de l'échéance constante 10 ans (TEC10)	2,91 %	28/4/2023
Taux d'intérêt à 3 mois (Euribor)	3,24 %	28/4/2023
Euro / dollar	1,10	28/4/2023
Euro / yen	149,51	28/4/2023

SITUATION MENSUELLE DU BUDGET DE L'ÉTAT

EN MILLIARDS D'EUROS

	2021	2022	niveau à la fin février		
			2021	2022	2023
Solde du budget général	-171,52	-158,20	-35,49	-30,25	-41,95
Recettes	324,95	354,74	39,93	38,49	32,62
Dépenses	496,47	512,94	75,41	68,73	74,57
Solde des comptes spéciaux du Trésor	0,79	6,73	-11,98	-7,38	-8,38
Solde général d'exécution	-170,73	-151,47	-47,47	-37,63	-50,32

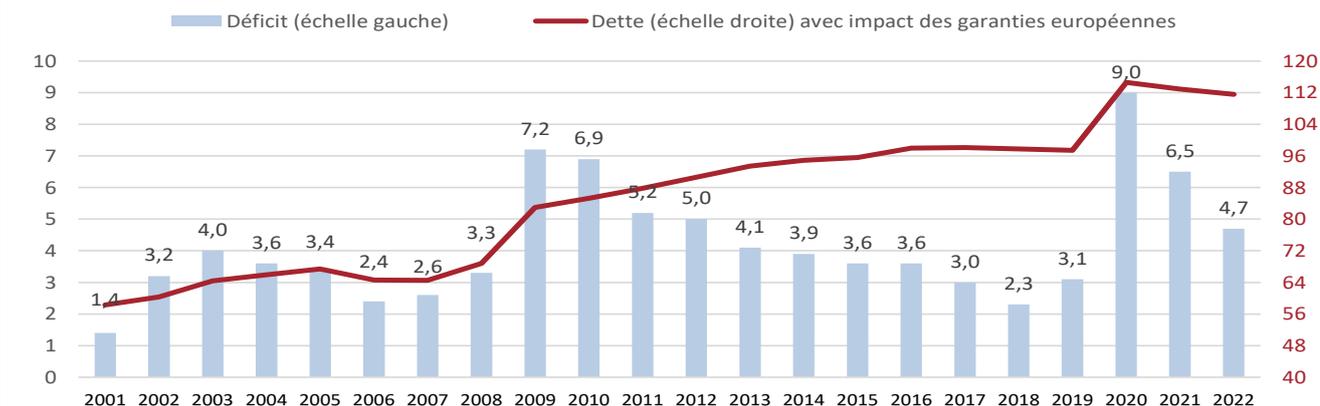
* produits manufacturés

Sources : Insee, MEFSIN, Banque de France

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique

FINANCES PUBLIQUES : DÉFICIT ET DETTE

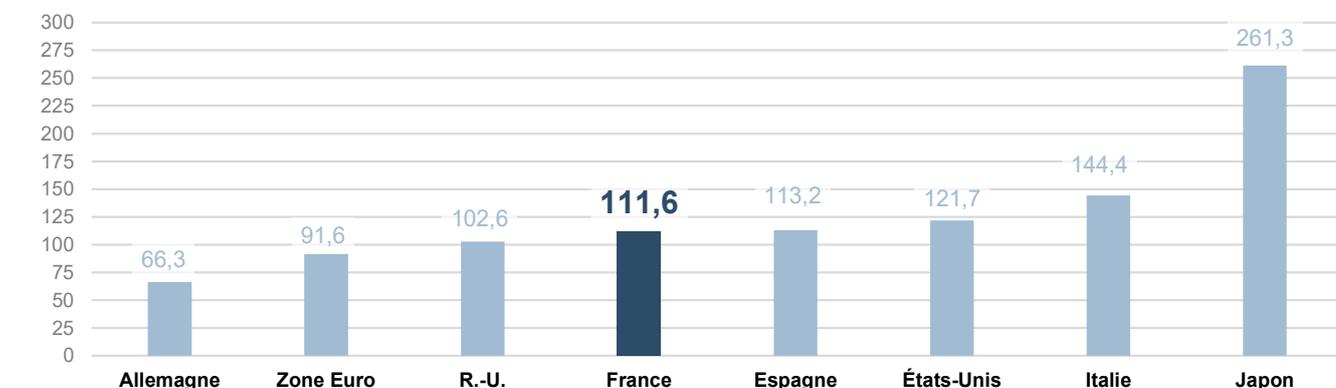
EN % DU PIB



Source : Insee

DETTE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES EN 2022

EN % DU PIB



Sources : Eurostat, FMI, Insee

MAI 2023 

2 Inflation de la zone euro (IPCH) : indice provisoire de avril	5 Indice de la production industrielle en mars	5 Emploi salarié : première estimation au T2	9 Commerce extérieur en valeur en mars	12 Indice des prix à la consommation en avril - résultats définitifs	15 Réserves nettes de change en mars
17 Inflation de la zone euro (IPCH) : indice définitif d'avril	17 Taux de chômage au sens du BIT	25 Enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie en mai	26 Enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages en mai	31 Comptes nationaux trimestriels - résultats définitifs au T1	31 Dépenses de consommation de ménages en biens en avril
31 Indices des prix de production et d'importation dans l'industrie en avril	31 Indice des prix à la consommation en mai - résultats provisoires				

JUIN 2023 

1 Inflation de la zone euro (IPCH) : indice provisoire de mai	2 Indice de la production industrielle en avril	7 Balance des paiements	7 Commerce extérieur en valeur en avril	8 Emploi salarié : résultats définitifs au T2	15 Réserves nettes de change en mars
15 Indice des prix à la consommation en mai - résultats définitifs	16 Inflation de la zone euro (IPCH) : indice définitif de mai	22 Enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie en juin	28 Enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages en juin	30 Dépenses de consommation des ménages en biens en mai	30 Indices des prix de production et d'importation dans l'industrie en mai
30 Dette trimestrielle de Maastricht des administrations publiques	30 Indice des prix à la consommation en juin - résultats provisoires				

Sources : Insee, Eurostat

Directeur de publication : Cyril Rousseau
 Rédaction : Agence France Trésor
 Disponible en français, anglais et également en arabe, chinois, espagnol, japonais et russe sur demande

www.aft.gouv.fr

Bloomberg : TREX<GO> • REUTERS : <TRESOR> •  

Cette publication, propriété exclusive de l'AFT, est protégée, dans toutes ses composantes, par les dispositions du code de la propriété intellectuelle, notamment celles relatives aux droits d'auteur. Toute reproduction des contenus, intégrale ou partielle, par quelque moyen que ce soit, non autorisée par l'Agence, est strictement interdite. En conséquence, toute reproduction des contenus de l'œuvre, exclusivement limitée à des fins non commerciales, devra dans tous les cas obtenir l'autorisation du titulaire des droits. La demande d'autorisation devra être exercée auprès du directeur de la publication, par courriel, à l'adresse suivante : « contact@aft.gouv.fr ».

Les réutilisations devront indiquer la source et la date de la reproduction, assorties du symbole «© Agence France Trésor ».